

Avenant au contrat de travail

portant mise à disposition sans but lucratif d'un-e salarié-e auprès d'une structure.

Entre les soussignés :

Entre :

la structure (*préciser le nom et les statuts de la structure employeuse*)
située
dont le numéro de SIRET est le
représentée par M./Mme (*préciser le nom et le prénom*) agissant en qualité de
..... (*Président ou AUTRE QUALITE A PRECISER*) dûment habilité-e aux fins des présentes.
D'une part,

Et

Le salarié/ la salariée (*remplir les champs ci-dessous*)

Nom : Prénom :

Qualification :

Adresse :

Téléphone :

Date de naissance :

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

L'objet du présent avenant au contrat de travail est de préciser les modalités pratiques d'une mise à disposition du salarié/ de la salariée (*préciser nom et prénom*) dans les conditions du prêt de main-d'œuvre à but non lucratif défini par les articles L. 8241-1 et L. 8241-2 du code du travail.

Article 2 : Identité de l'association/l'entreprise utilisatrice

M/Mme sera mis à disposition de (*préciser le nom et les statuts de la structure d'accueil*), située
dont le numéro de SIRET est le
La structure d'accueil est représentée par M/Mme en sa qualité de
(*Président ou AUTRE QUALITE A PRECISER*) dûment habilité-e.

Article 3 : Durée de la mise à disposition

Cette mise à disposition prend effet le (*préciser la date*) pour cesser le (*préciser la date*), à raison de (*préciser le nombre d'heures pas semaine ou par mois*).

Si la mission de M/Mme n'est pas achevée à cette date, et d'un commun accord entre les parties, la mise à disposition pourra être prolongée. Dans cette hypothèse, il sera conclu un nouvel avenant



Ce document vous est fourni par La Place. Un service de l'association E2S Pays de Vannes.

au contrat de travail pour une durée à déterminer.

Article 4 : Missions exercées durant la mise à disposition

M/Mme effectuera, en sa qualité de (*indiquer FONCTION, NIVEAU, ECHELON*), les missions suivantes pour le compte de la structure d'accueil :

-
-

Caractéristiques particulières du poste :

Article 5 : Horaires et lieu de travail pendant la mise à disposition

M/Mme sera mise en partie à disposition de (*préciser la structure d'accueil*) dans les conditions suivantes. Elle se rendra sur site, au (*indiquer l'adresse*).

M/Mme exercera son activité pour la structure d'accueil :
..... (*préciser les jours*).
de à et de à (*indiquer les horaires de travail ou les plages horaires*).
Ces horaires permettent de respecter les temps de repos quotidien et hebdomadaires compte tenu des horaires réalisés en parallèle par M/Mme auprès de la structure d'accueil ou tout autre structure employeuse.

Au total, M/Mme travaillera (*préciser le nombre d'heures par semaine/mois*), dont heures au sein de la structure d'accueil dans le cadre de la mise à disposition.

Article 6 : Rémunération

En application de la convention collective de (*préciser le nom de la convention collective de référence*), M/Mme bénéficiera du maintien de sa rémunération correspondant à sa qualification, son ancienneté et aux fonctions exercées.

EVENTUELLEMENT RAJOUTER le paragraphe ci-dessous :

(Si le poste évolue dans le cadre de la mise à disposition, dans le cas d'une montée en compétences de la personne mise à disposition)

« Toutefois, compte tenu des missions spécifiques confiées durant la mise à disposition, M/Mme bénéficiera, en sus d'une prime de euros bruts par heure réalisée dans le cadre du contrat de mise à disposition. »

Article 7 : Encadrement de M/Mme dans le cadre de la mise à disposition

Pendant la durée de mise à disposition auprès de la structure d'accueil, M/Mme restera liée à la structure d'origine par son contrat de travail et sera soumise à son pouvoir disciplinaire. Toute absence devra être justifiée auprès de son employeur (*indiquer le nom de la structure d'origine*).

Durant la mise à disposition, M/Mme sera placée sous l'encadrement de M./Mme..... (*préciser PRENOM, NOM, QUALITE*) ou toute personne qui lui serait



substituée au sein de la structure d'accueil. Ce dernier/cette dernière aura pour mission d'assurer le bon déroulement de la mission sur le plan technique, définir les tâches à réaliser, donner toutes instructions nécessaires et contrôler l'exécution du travail accompli par M/Mme

Article 8 : Période probatoire

Il a été convenu entre la structure d'origine et la structure d'accueil de mettre en place une période probatoire de (préciser le nombre de semaine ou de mois) afin de vérifier l'adéquation entre les besoins de l'association/entreprise utilisatrice et les compétences de M/Mme

Aussi, durant cette période, la structure d'accueil ou la structure d'origine pourront unilatéralement mettre fin au contrat de mise à disposition par courrier recommandé avec accusé de réception ou courrier remis en main propre contre décharge adressé à l'entreprise/association prêteuse.

Durant cette même période, M/Mme pourra également mettre fin au contrat de mise à disposition en adressant un courrier recommandé ou remis en main propre à son employeur qui en informera, dans les 48h de la réception du courrier, la structure d'accueil.

En cas de rupture de la période probatoire, les parties conviennent de respecter un délai de préavis de (préciser 1 à 2 semaines / ou à fixer en jours).

Article 9 : Rupture anticipée

En cas de faute grave commise par M/Mme ou de manquement grave commis par (préciser le nom de la structure d'accueil), notamment, le défaut de paiement d'une facture, le contrat de mise à disposition pourra cesser immédiatement et de plein droit.

Article 10 : Refus de la mise à disposition ou de son renouvellement par le/la salarié(e)

M/Mme est informée qu'elle est en droit de refuser la période de mise à disposition ou son renouvellement. Il/elle ne peut être sanctionné(e), licencié(e) ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire pour l'un de ces motifs.

Article 11 : statut du/de la salarié(e) pendant et à l'issue du contrat de mise à disposition

Pendant la période de la mise à disposition, le contrat de travail qui lie M/Mme à la structure d'origine n'est ni rompu ni suspendu.

M/Mme continue d'appartenir à son personnel.

M/Mme conserve par conséquent le bénéfice de l'ensemble des dispositions conventionnelles dont il/elle bénéficiait avant la mise à disposition ainsi que de tous les avantages accordés au personnel de la structure d'origine pendant la période de mise à disposition.

Il/Elle prendra connaissance du règlement intérieur et des consignes de sécurité de la structure d'accueil qu'il/elle s'engage à respecter.

Le cas échéant, il/elle bénéficiera des installations et moyens de transports collectifs de la structure d'accueil.

A l'issue de la mise à disposition, M/Mme retrouvera son poste ou un poste



équivalent sans que l'évolution de sa carrière ou de sa rémunération ne soit affectée par la période de prêt.

Article 12 : confidentialité

M/Mme s'engage à conserver pendant et après la rupture du présent contrat une discrétion et un secret professionnel absolus notamment, sur tous les faits, documents, fichiers, informations internes dont il/elle aura pu avoir connaissance, et ce, vis-à-vis de toute personne étrangère à la structure d'accueil. Il en est de même quant aux méthodes, procédés techniques propres à la structure d'accueil ou dont il/elle aurait pu avoir connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Article 13 : protection des données

Aux fins de gestion du personnel et de traitement des rémunérations, nous sommes amenés à solliciter des données personnelles concernant M/Mme à l'occasion de la conclusion, l'exécution et la rupture de son contrat de travail.

La signature du présent avenant vaut autorisation pour la structure d'origine de collecter, d'enregistrer et de stocker les données nécessaires.

Outre les services internes de notre entreprise, les destinataires de ces données sont, à ce jour, les organismes de sécurité sociale, les caisses de retraite et de prévoyance, la mutuelle, Pôle emploi, les services des impôts et le service de médecine du travail.

Ces informations sont réservées à l'usage des services concernés et ne peuvent être communiquées qu'à ces destinataires.

M/Mme est informée qu'il/elle bénéficie notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui le/la concernent, qu'il/elle peut exercer en adressant directement une demande au responsable de ces traitements.

Fait en deux exemplaires*, à, le

Signature des deux parties :

La structure d'origine..... Le/la salarié-e

** Un exemplaire original est remis à chacune des parties signataires du présent avenant.*



Ce document vous est fourni par La Place. Un service de l'association E2S Pays de Vannes.